

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, le 9 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière", a donné le 16 septembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 juli 1998 door de Staatssecretaris voor Veiligheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald", heeft op 16 september 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Intitulé

Dès lors que l'article 8 du projet modifie également l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations, plaques et indications, prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière, l'intitulé et le préambule seront adaptés en conséquence.

Préambule

Si l'arrêté est pris par le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, il convient d'écrire "Le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité" au lieu de "Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité", avant l'alinéa 1er du préambule, dans la formule de salutation.

Alinéa 4

Comme le Ministre de l'Intérieur signe le projet, cet alinéa est superflu et sera omis.

Par ailleurs, après le visa de l'avis du Conseil d'Etat, on ajoutera, comme c'est l'usage, le mot

"Arrêtent :".

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Dans l'article 6.7.1.1°, alinéa 2, premier tiret, en projet, il convient de faire référence à l'arrêté royal cité en mentionnant sa date et son intitulé exact. Comme cet arrêté est encore en projet (1), sa date est encore inconnue. L'intitulé du texte soumis à l'avis du Conseil d'Etat comporte cependant le mot "instauration" et non le mot "installation".

2. Au deuxième tiret de l'article 6.7.1.1°, alinéa 2 en projet, il y a lieu, de l'accord de la fonctionnaire déléguée, de remplacer, dans le texte français, les mots "fréquentée par des piétons et des cyclistes", par les mots "fréquentée habituellement par de nombreux piétons ou cyclistes".

Article 2

1. Il convient de rédiger le liminaire comme suit :

"Art. 2 A l'article 7.4 bis du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 11 avril 1983 et modifié par l'arrêté ministériel du 17 septembre 1988, sont apportées les modifications suivantes :".

(1) Il fait l'objet de l'avis n° L. 28.019/4 donné ce jour.

2. A l'article 7.4bis, alinéa 1er, en projet, il convient de faire référence à l'arrêté royal cité en mentionnant sa date et son intitulé exact. La date de cet arrêté en projet (1) sera complétée dès qu'elle sera connue. L'intitulé du texte soumis à l'avis du Conseil d'Etat comporte cependant les mots "prescriptions techniques auxquelles ceux-ci doivent satisfaire" et non les mots "conditions techniques auxquels ceux-ci doivent satisfaire".

3. Le 3° doit être rédigé comme suit :

"3° Aux alinéas 2 et 3, les mots «ralentisseurs de trafic» et «ralentisseur de trafic» sont remplacés respectivement par les mots «dispositifs surélevés sur la voie publique» et «dispositif surélevé sur la voie publique».".

Article 4

1. Au 2°, on remplacera "alinéa 4" par "alinéa 3", l'article ne comprenant que trois alinéas.

2. Au 3°, il n'apparaît pas très clairement si les barrières doivent totalement obstruer le passage des véhicules, celui-ci ne pouvant être effectué qu'en déplaçant ces barrières, ou bien si au contraire elles doivent être

(1) Qui fait l'objet de l'avis n° L. 28.021/4 également donné ce jour.

installées de manière à permettre le passage des véhicules autorisés à circuler dans ces zones.

Le texte devrait être plus précis quant aux conditions de placement de ces barrières.

3. Dans l'article 9.2bis, alinéa 1er, en projet, les mots "à l'intérieur d'une agglomération ou à l'extérieur d'une agglomération" et les mots "de manière zonale ou non" sont superflus. Afin de simplifier cet alinéa, le texte suivant est proposé :

"La voie publique que l'on veut aménager en rue réservée au jeu doit se trouver à un endroit où la vitesse est limitée à 50 km à l'heure".

4. Egalement par souci de simplicité, le texte suivant est proposé en remplacement de l'article 9.2bis, alinéa 4, en projet :

"La voie publique que l'on veut aménager en rue réservée au jeu doit être fermée pendant les mêmes heures.".

5. En ce qui concerne le 4°, il convient d'insérer les mots ",modifié par l'arrêté ministériel du 19 décembre 1991," entre les mots "L'article 9.9.3°" et les mots "est remplacé par".

.../...

Article 5

1. Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire "rétabli" au lieu de "établi".

2. Dans l'article 11.6., en projet, il convient d'écrire "s'ils ont une longueur totale inférieure à 10 m." au lieu de "si elles ont une longueur totale inférieure à 10 m.".

Article 6

1. Dans la phrase liminaire, il convient de corriger la liste des modifications apportées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière. Cet article a en effet, outre les autres modifications citées, été modifié par un arrêté ministériel du 11 avril 1983, et non par un arrêté ministériel du 11 avril 1993 (1).

2. Dans l'article 12.18, alinéa 2, en projet, il convient de faire référence à l'arrêté royal cité en mentionnant sa date et son intitulé exact. La date de cet arrêté en projet (2) sera complétée dès qu'elle sera connue. L'intitulé du texte soumis à l'avis du Conseil d'Etat

(1) Voir d'ailleurs en ce sens l'alinéa 3 du préambule.

(2) Qui fait l'objet de l'avis n° L. 28.021/4 précité.

comporte cependant les mots "prescriptions techniques auxquelles ceux-ci doivent satisfaire" et non les mots "conditions techniques auxquels ceux-ci doivent satisfaire".

Dans le même alinéa, les mots "situé en dehors des carrefours" sont superflus, car l'arrêté en projet fixant les conditions d'implantation des dispositifs surélevés sur la voie publique et les prescriptions techniques auxquelles ceux-ci doivent satisfaire prévoit déjà en son article 3.3° que les ralentisseurs de trafic ne peuvent être établis que "en dehors des carrefours et à une distance minimale de 15 mètres de ceux-ci".

3. Les articles 12.23, 12.24, et 12.25 en projet, devraient comporter un intitulé rédigé à l'image de l'intitulé donné aux articles 12.1 à 12.22 de l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 précité. C'est ainsi qu'on insérera le mots "Signaux" dans ces trois intitulés, avant l'identification standardisée de ces signaux.

4. A l'article 12.24 en projet, le 3° paraît superflu, dès lors que la légende des signaux F99b et F101b, insérés par le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général de la police de la circulation routière (faisant l'objet de l'avis L. 28.020/4), prévoit que ces signaux peuvent être adaptés en fonction de la ou des catégories d'usagers admises à circuler sur les chemins concernés.

.../...

Au 5°, on remplacera le mot "perceptible" par le mot "visible".

5. A l'article 12.25 en projet, les mots "et/ou" seront remplacés par le mot "ou".

Article 8

1. Dans la phrase liminaire, on écrira "signalisations" au pluriel.

2. Par ailleurs, on rédigera le 1° comme suit :

"1° dans l'intitulé de cet arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 25 mars 1987, les mots «plaques et indications» sont remplacés par le mot «plaques»;"

Observations finales

Lorsqu'il est procédé à une énumération, il convient de terminer chacun des points de celle-ci par un point-virgule, et non par un point, ainsi que d'orthographier en minuscule la première lettre des mots qui figurent dans chacun des points de cette énumération.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Aangezien artikel 8 van het ontwerp ook het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen, platen en aanduidingen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer wijzigt, behoren het opschrift en de aanhef dienovereenkomstig te worden aangepast.

Aanhef

Indien het besluit door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid uitgevaardigd wordt, schrijve men in de begroeting, vóór het eerste lid van de aanhef, "De Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid" in plaats van "De Staatssecretaris voor Veiligheid".

Vierde lid

Aangezien de Minister van Binnenlandse Zaken het ontwerp ondertekent, is dit lid overbodig en dient het te vervallen.

.../...

Bovendien schrijve men na de vermelding van het advies van de Raad van State, zoals gebruikelijk, het woord "Besluiten :".

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. In het ontworpen artikel 6.7.1.1°, tweede lid, eerste streepje, behoort te worden verwezen naar het genoemde koninklijk besluit met vermelding van de datum en het juiste opschrift ervan. Aangezien dat besluit zich nog in de ontwerpfase bevindt (1), is de datum ervan nog onbekend. In het Franse opschrift van de tekst die voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, staat evenwel "instauration" en niet "installation".

2. In het tweede streepje van het ontworpen artikel 6.7.1.1°, tweede lid, schrijve men in de Franse tekst "fréquentée habituellement par de nombreux piétons ou cyclistes" in plaats van "fréquentée par des piétons et des cyclistes". De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

(1) Dit ontwerp wordt besproken in advies L. 28.019/4, dat vandaag wordt uitgebracht.

Artikel 2

1. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. In artikel 7.4bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 11 april 1983 en gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 september 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

2. In het ontworpen artikel 7.4bis, eerste lid, dient verwezen te worden naar het genoemde koninklijk besluit met vermelding van de datum en het juiste opschrift ervan. De datum van dit ontworpen besluit (1) behoort te worden ingevuld zodra hij bekend is. In het Franse opschrift van de tekst die voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, staat evenwel "prescriptions techniques auxquelles ceux-ci doivent satisfaire" en niet "conditions techniques auxquels ceux-ci doivent satisfaire".

3. 3° dient als volgt te worden gesteld :

"3° In het tweede en het derde lid worden de woorden "verkeersdrempels" en "verkeersdrempel" respectievelijk vervangen door de woorden "verhoogde inrichtingen op de openbare weg" en "verhoogde inrichting op de openbare weg".

(1) Dit ontwerp wordt besproken in advies L. 28.021/4, dat eveneens vandaag wordt uitgebracht.

Artikel 4

1. In 2° schrijve men "derde lid" in plaats van "vierde lid", aangezien het artikel maar uit drie leden bestaat.

2. In 3° is het niet duidelijk of de hekken de doorgang van voertuigen volledig moeten verhinderen, zodat de hekken eerst verplaatst moeten worden om de doorgang mogelijk te maken, dan wel of ze zodanig moeten worden opgesteld dat voertuigen die in de betrokken zones mogen rijden, kunnen doorrijden.

De tekst zou nauwkeuriger moeten zijn wat de voorwaarden voor plaatsing van de hekken betreft.

3. In het ontworpen artikel 9.2bis, eerste lid, zijn de woorden "binnen de bebouwde kom of buiten de bebouwde kom" en de woorden "al of niet zonaal" overbodig. De volgende, eenvoudiger tekst wordt voorgesteld :

"De openbare weg die men als speelstraat wil inrichten, moet liggen op een plaats waar de snelheid beperkt is tot 50 km per uur."

4. Nog ter vereenvoudiging wordt voor het ontworpen vierde lid van artikel 9.2bis de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"De openbare weg die men als speelstraat wil inrichten, moet tijdens dezelfde uren afgesloten worden."

5. In 4° dienen de woorden ", gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 december 1991" ingevoegd te worden tussen de woorden "artikel 9.9.3°" en de woorden "wordt vervangen door".

Artikel 5

1. In de inleidende zin schrijve men "opnieuw opgenomen" in plaats van "opgenomen".

2. In het ontworpen artikel 11.6. schrijve men in de Franse tekst "s'ils ont une longueur totale inférieure à 10 m." in plaats van "si elles ont une longueur totale inférieure à 10 m."

Artikel 6

1. In de inleidende zin dient de lijst van wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 12 van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, verbeterd te worden. Dit artikel is immers, ongerekend de overige geciteerde wijzigingen, gewijzigd bij een ministerieel besluit van

.../...

11 april 1983 en niet bij een ministerieel besluit van 11 april 1993 (1).

2. In het ontworpen artikel 12.18, tweede lid, dient verwezen te worden naar het genoemde koninklijk besluit met vermelding van de datum en het juiste opschrift ervan. De datum van dit ontworpen besluit (2) behoort te worden ingevuld zodra hij bekend is. In het Franse opschrift van de tekst die voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, staat evenwel "prescriptions techniques auxquelles ceux-ci doivent satisfaire" en niet "conditions techniques auxquels ceux-ci doivent satisfaire".

In hetzelfde lid zijn de woorden "gelegen buiten de kruispunten" overbodig, aangezien in artikel 3.3° van het ontworpen besluit tot bepaling van de vereisten voor de aanleg van verhoogde inrichtingen op de openbare weg en van de technische voorschriften waaraan deze moeten voldoen, reeds bepaald is dat verkeersdrempels slechts "buiten de kruispunten en op een minimumafstand van 15 meter ervan" mogen worden aangelegd.

3. De opschriften van de ontworpen artikelen 12.23, 12.24 en 12.25 zouden gesteld moeten worden naar het voorbeeld van het opschrift van de artikelen 12.1 tot 12.22

(1) Zie trouwens in die zin het derde lid van de aanhef.

(2) Het betrokken ontwerp wordt besproken in het genoemde advies L. 28.021/4.

van het genoemde ministerieel besluit van 11 oktober 1976. Aldus dient het woord "Verkeersborden" in deze drie opschriften te worden ingevoegd, vóór de gestandaardiseerde omschrijving van die verkeersborden.

4. In het ontworpen artikel 12.24 lijkt 3° overbodig, aangezien in de legende van de verkeersborden F99b en F101b, ingevoegd bij het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (dat besproken wordt in advies L. 28.020/4), bepaald wordt dat deze verkeersborden aangepast mogen worden naargelang van de categorie of categorieën van weggebruikers die de betrokken wegen mogen gebruiken.

In 5° dient het woord "waarneembaar" vervangen te worden door het woord "zichtbaar".

5. In het ontworpen artikel 12.25 moeten de woorden "en/of" vervangen worden door het woord "of".

Artikel 8

1. In de inleidende zin schrijve men in de Franse tekst "signalisations" in het meervoud.

.../...

2. Voorts dient 1° als volgt te worden gesteld :

"1° in het opschrift van dit besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 25 maart 1987, worden de woorden "platen en aanduidingen" vervangen door het woord "platen";".

Slotopmerkingen

Bij een opsomming dient na elk onderdeel een puntkomma geplaatst te worden en geen punt, en begint men het eerste woord van ieder onderdeel met een kleine letter.

Uit een oogpunt van correct taalgebruik zijn verscheidene bepalingen van het ontwerp onzorgvuldig gesteld, hoofdzakelijk doordat ze met het Nederlandse taaleigen strijdige, klakkeloze navolgingen van het Frans bevatten. Bij wijze van voorbeeld worden een aantal tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 1

In het ontworpen artikel 6.7.1.1°, tweede lid, tweede streepje, schrijve men : "... 70 km per uur, voor zover deze zone zich buiten een bebouwde kom bevindt, afgebakend door de ... F1 en F3, ze bebouwd is of er gewoonlijk ... komen."

.../...

Artikel 2

In het ontworpen artikel 7.4bis, eerste lid, zou geschreven moeten worden : "Gesignaleerd moeten worden verhoogde inrichtingen ... weg aangelegd ...".

Artikel 3

In de ontworpen aanvulling van het eerste lid van artikel 8.1.4° schrijve men "uitkomt op" in plaats van "uitgeeft in".

Artikel 4

In het ontworpen artikel 9.2bis, derde lid, zou geschreven moeten worden : "... mits de doorgang van toegelaten bestuurders en prioritaire voertuigen niet verhinderd wordt.". In het vijfde lid van hetzelfde artikel schrijve men "Op de hekken" in plaats van "Op het hekken". In het zesde lid van het ontworpen artikel schrijve men "welke", niet "dewelke". In het zevende en het achtste lid van hetzelfde lid schrijve men telkens "hekken", niet "hekkens".

Artikel 5

Het ontworpen artikel 11.6 zou aldus gesteld moeten worden :

.../...

"11.6 Stilstaan en parkeren mag niet ... op verhoogde inrichtingen op de openbare weg als genoemd worden in artikel ... , als die inrichtingen in totaal minder dan 10 m lang zijn."

Artikel 6

In het ontworpen artikel 12.23 en 12.24, 3°, respectievelijk 4°, schrijve men "bebakening" in plaats van "signalisatie". In het ontworpen artikel 12.25 schrijve men in 1° "rekening houdend" in twee woorden, in 2° "handelsactiviteit of toeristische activiteit" en in 3° "aangegeven" in plaats van "aangeduid".

Artikel 7

In het ontworpen artikel 18.4, eerste lid, in fine, schrijve men : "... het kruispunt of de rotonde."

Artikel 8

In 2° schrijve men : "artikel 4 wordt opgeheven", zonder het lidwoord "het"

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coördi-
natiebureau werd opge-steld en
toe gelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN